



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2022 ASSOCIATION MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE LOUIS ARAGON

Entre

La Commune de Bron, sise Hôtel de Ville, Place de Weingarten - CS N° 30012, 69671 BRON Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Jérémie BRÉAUD, habilité par délibération n° _____ du ____ 2022, et désignée sous le terme « la Ville de Bron », d'une part,

Et

La Maison des Jeunes et de la Culture Louis Aragon, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 16 place Gaillard Romanet 69500 Bron, représentée par sa Présidente Madame Nathalie CLARAZ, dûment mandatée, et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La MJC Louis Aragon, créée en 1965 sur le territoire de Bron, s'inscrit dans l'histoire de l'Éducation Populaire.

Depuis plus de 50 ans, elle s'est adaptée aux évolutions de la société en essayant de répondre au mieux aux attentes des brondillants, avec comme objectif de permettre à tous d'accéder au savoir et à la culture en s'appuyant sur les valeurs de responsabilisation et de participation citoyenne.

La MJC Louis Aragon est un lieu ouvert à tous, un espace d'expressions artistiques, de rencontres et d'échanges culturels, un espace ouvert au débat, où les adhérent.es participent à des activités de loisirs, apprennent des techniques artistiques, sportives, culturelles, technologiques et techniques mais peuvent aussi s'engager à exercer des responsabilités en respectant les règles de la démocratie. Dans ce lieu, chacun doit respecter l'autre dans sa différence (promotion d'une éducation contre les discriminations et respect du principe de laïcité).

Tels sont les mots qui tentent de décrire l'essence du projet de la MJC Louis Aragon, réaffirmant son attachement aux principes de la Confédération des MJC de France, selon lesquels :

« Les MJC permettent à tous d'accéder à l'éducation et à la culture, afin que chacun participe à la construction d'une société plus solidaire. L'action éducative des MJC en direction et avec les jeunes est une part importante de leur mission. Respectueuses des convictions personnelles, elles s'interdisent toute attache avec un parti, un mouvement politique ou syndical, une confession. Elles

respectent le pluralisme des idées et le principe de laïcité, mis en avant dans les valeurs républicaines. Elles contribuent à la création et au maintien des liens sociaux dans la ville et les quartiers. »

Considérant que ce projet s'inscrit dans la politique publique 2022 de la Ville de Bron et qu'il est d'intérêt général de le soutenir.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre son projet.

Ouverte à tous, la MJC Louis Aragon est un véritable lieu de vie, de brassages et de rencontres transgénérationnelles. A travers son projet associatif, la MJC Louis Aragon souhaite apporter sa contribution à la Ville de Bron en rassemblant, en interconnectant, en innovant, en s'adaptant aux attentes des citoyens de Bron et en participant à l'effervescence culturelle.

Au cœur de son dernier projet associatif, « La MJC de Bron vise à être un lieu de rencontres, d'échanges au service du débat pour favoriser l'émancipation du citoyen. En phase avec son temps et son territoire, la MJC de Bron, fédère et rassemble les brondillants au-delà de leurs différences. Ouverte à tous et solidaire, elle favorise la mixité sociale, culturelle et générationnelle. »

Concernant les pratiques sportives, la MJC Louis Aragon se positionne en complémentarité des autres acteurs de la commune, en proposant des activités de loisirs et en créant des passerelles vers les clubs sportifs pour ses adhérents qui souhaiteraient renforcer leur pratique d'un sport. En lien avec l'ensemble des acteurs du territoire, la MJC Louis Aragon s'engage à bâtir une cohérence de l'offre sportive, favorisant ainsi la co-construction de l'offre du territoire.

C'est grâce à sa compétence liée à l'école de Musique que La MJC a étendu son activité et ouvert un complexe dédié aux musiques actuelles. Il permet ainsi d'offrir un parcours complet aux adhérents et plus largement à tous musiciens. Il est désormais possible de commencer à former des musiciens de l'éveil musical, à partir de 6 mois, jusqu'à un premier plateau professionnel.

Le Jack Jack s'inscrit dans la continuité des valeurs défendues par la MJC de Bron : être un lieu ouvert, de rencontres et d'échanges et valorisant le soutien à la création. Jeune et moderne, notre espace s'adresse à toutes les tranches d'âge et à toutes les sensibilités.

La MJC Louis Aragon ambitionne de favoriser l'inclusion et l'autonomie numérique de l'individu dans la société, en cohérence avec la politique numérique du territoire.

Elle se donne pour mission de permettre à chaque citoyen de s'approprier, et s'adapter à l'écosystème numérique, domaine en constante mutation, en permettant à l'individu de :

- utiliser les outils et applications numériques, par l'acquisition de compétences manipulations des outils et médias numériques ;
- comprendre de façon critique le contenu et les mécanismes des médias numériques, en favorisant l'acquisition de compétences compréhensives et culturelles autour des mondes numériques et médiatiques ;
- créer à l'aide de la technologie numérique.

Espace ressource pour le territoire, la Cyberbase accompagne les citoyens et les acteurs du territoire dans le décryptage et la compréhension des nouveaux médias et de la société numérique.

Au regard de son Projet Associatif et de ses enjeux, la MJC Louis Aragon s'engage à :

- Être un lieu d'accueil, d'échanges, de création de lien social et de « vivre ensemble », dans l'organisation de son espace et de son activité au sein de la ville ;
- Créer les conditions favorables à l'expression, l'émergence et au développement des pratiques sportives, culturelles et du numérique qui doivent permettre à tous, principalement aux jeunes, de découvrir des univers pluriels et qui constitueront les ingrédients de leur identité personnelle émancipatrice ;
- Favoriser la participation des habitants de la Ville de Bron et des extérieurs dans la vie de l'association et de la cité en général.

La MJC Louis Aragon s'engage, aussi, à réaliser les actions et les programmes d'actions conformes à son objet social, en lien avec son projet associatif pluriannuel, aux orientations et aux modalités d'intervention présentées en annexe, ainsi qu'à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

La Ville de Bron contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Ce projet est un projet culturel tel que définit au Règlement européen n°651/2014 de la commission du 26 juin 2014.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée d'une année.

Les obligations résultant des dispositions relatives au contrôle de l'utilisation de la subvention perdurent après le terme contractuel.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Pour l'année 2022, le coût total éligible des projets est évalué à 1 175 597 € conformément au budget prévisionnel remis par l'association avec la demande de subvention.

3.2 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1

L'association notifie ces modifications à la Ville de Bron par écrit dès qu'elle peut les évaluer.

3.3 Le financement public peut permettre à l'association de réaliser un excédent raisonnable qui sera constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1 – Conditions de détermination de la contribution financière

4.1.1 Pour l'année 2022 la Ville de Bron contribue financièrement au fonctionnement de la MJC Louis Aragon pour un montant maximal de 569 443 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles mentionnés à l'article 3.1.

4.1.2 Les contributions financières de la Ville de Bron mentionnées au paragraphe 4.1.1 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- Le respect par l'Association des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 11 sans préjudice de l'application de l'article 13 ;
- La vérification par la Ville de Bron que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

4.2 - Modalités de versement de la contribution financière

La subvention est versée :

- En trois acomptes d'un montant égal : un à la signature de la présente convention, un en avril, et un en juillet. Chaque acompte correspond à 25 % du montant de la subvention. Le montant des acomptes sera arrondi à la centaine d'euro inférieure. Les reliquats d'arrondis seront versés avec le solde de la subvention.
- Le solde, à partir d'octobre, après réception des pièces administratives et, le cas échéant, des bilans d'actions.

La contribution financière est créditée au compte de la MJC Louis Aragon selon les procédures comptables en vigueur.

4.3 - Caducité de la subvention

La subvention accordée devient caduque dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée :

- La demande de paiement du solde, accompagnée des pièces justificatives mentionnées à l'article 6, de l'action / du projet subventionné(e), sont à déposer dans ce délai.
- En cas de demande du solde hors ce délai, la Ville de Bron se réserve le droit de demander la restitution de l'intégralité de la subvention accordée (y compris les acomptes versés).

Sur demande justifiée de l'association, un délai complémentaire peut être accordé pour le dépôt des pièces nécessaires à la demande de paiement du solde.

ARTICLE 5 – CONTRIBUTION EN NATURE

5.1 La Ville de Bron contribue au projet de la MJC Louis Aragon par :

- La mise à disposition permanente :
 - des locaux au 16, place Gaillard Romanet à Bron
 - d'un appartement (de 80 m²) au 16, place Gaillard Romanet à Bron
 - de la Cyber-base au 212 avenue Franklin Roosevelt à BronUne convention d'occupation spécifique est conclue pour ces locaux.
- La mise à disposition régulière, selon les conditions prévues par la Ville de Bron et les disponibilités, d'équipements sportifs et de salles associatives.
La ville de Bron, sur la base des demandes des différentes associations, établira les plannings d'occupation des locaux. Elle informera l'association des mises à disposition régulières qui lui sont accordées.
- La mise disposition ponctuelle, selon les besoins exprimés par l'association et les possibilités de la Ville de Bron, d'équipements sportifs, de salles associatives et de moyens matériels nécessaires à des actions ponctuelles.

5.2 Ces contributions en nature sont évaluées par la Ville de Bron au terme de chaque année civile afin de permettre à l'association de l'intégrer à sa comptabilité conformément à la réglementation.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Les comptes annuels de l'association et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Si le projet ou l'activité subventionnée ne constitue pas l'unique activité de l'association, le compte rendu financier propre au projet ou à l'activité, établi conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- Le compte rendu de la dernière assemblée générale ainsi que le rapport d'activité ;
- L'attestation d'assurance responsabilité civile en cours ;
- La composition du Bureau de l'association.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'Association informe sans délai la Ville de Bron de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la Ville de Bron sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Ville de Bron sur tous les supports et documents produits dans le cadre du projet.

7.4 L'Association s'engage à mobiliser les financements disponibles auprès des autres financeurs potentiels de son projet (Région, Etat, CAF, fondations, mécénat...).

7.5 L'Association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens, à travers notamment des statuts adaptés ou les dispositions de son règlement intérieur, permettant de garantir la liberté de conscience de ses adhérents et usagers, l'absence de prosélytisme, la non-discrimination, la mixité homme-femme, un fonctionnement démocratique et la transparence de sa gestion.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la Ville de Bron, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

8.3 La Ville de Bron informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 La Ville de Bron procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTRÔLE DE LA VILLE DE BRON

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Ville de Bron. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La Ville de Bron contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Ville de Bron peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN

11.1 Toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

« 1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

« 2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

« 3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

« Cette obligation est réputée satisfaite par les associations agréées au titre de l'article 25-1 de la présente loi (n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République), ainsi que par les associations et fondations reconnues d'utilité publique.

« L'association qui s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain qu'elle a souscrit en informe ses membres par tout moyen.

« Lorsque l'objet que poursuit l'association ou la fondation sollicitant l'octroi d'une subvention, son activité ou les modalités selon lesquelles cette activité est conduite sont illicites ou incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, l'autorité ou l'organisme sollicité refuse la subvention demandée.

« S'il est établi que l'association ou la fondation bénéficiaire d'une subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'association ou la fondation la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, l'autorité ou l'organisme ayant attribué la subvention procède au retrait de cette subvention par une décision motivée, après que le bénéficiaire a été mis à même de présenter ses observations dans les conditions prévues à l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration, et enjoint au bénéficiaire de lui restituer, dans un délai ne pouvant excéder six mois à compter de la décision de retrait, les sommes versées ou, en cas de subvention en nature, sa valeur monétaire.

« Si l'une des autorités ou l'un des organismes mentionnés au premier alinéa du présent article procède au retrait d'une subvention dans les conditions définies au huitième alinéa, cette autorité ou cet organisme communique sa décision au représentant de L'État dans le département du siège de l'association ou de la fondation et, le cas échéant, aux autres autorités et organismes concourant, à sa connaissance, au financement de cette association ou de cette fondation.

« Un décret en Conseil D'État précise les modalités d'application du présent article. »

11.2 Ce présent contrat d'engagement républicain fera l'objet d'un décret d'application : dès lors que la collectivité en disposera, l'association devra approuver ce dernier pour tout octroi de subvention.

ARTICLE 12 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Bron et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse¹.

ARTICLE 14 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Lyon.

Le

Pour l'Association,
La Présidente,

Pour la Ville de Bron,
Le Maire,

Nathalie CLARAZ

Jérémie BRÉAUD

¹ La résiliation du contrat pour motif d'intérêt général ouvrant par ailleurs droit à indemnité est un principe général de droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'État du 2 mai 1958, affaire commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans qu'il y ait lieu de la mentionner.